

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 06/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CEE Parc éolien Nanteuil\_Grands champs**

12 rue Alek Plunian  
35136 Saint-Jacques-De-La-Lande

Références : 2026\_155\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007209262

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement CEE Parc éolien Nanteuil\_Grands champs implanté Nanteuil 16700 Nanteuil-en-Vallée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEE Parc éolien Nanteuil\_Grands champs
- 16 700 Nanteuil-en-Vallée
- Code AIOT : 0007209262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations sont constituées de six aérogénérateurs et d'un poste de livraison relevant de la rubrique 2980-1 de la nomenclature des installations classées et bénéficiant d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 19/02/2020.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Conformité au dossier
- Bruits et vibrations
- Risque incendie
- mortalité avifaune – – chiroptères

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP complémentaire du 18/08/2020 article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Préservation des enjeux environnementaux locaux	Arrêté Préfectoral du 19/02/2020, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Protection du paysage	Arrêté Préfectoral du 19/02/2020, article 6-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Balisage	Arrêté Ministériel du 23 avril 2018, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Essais sur chaque aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Bruit	Arrêté Préfectoral du 19/02/2020, articles 7 et 10
5	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
11	Contrôle des fixations et pales Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
12	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de mettre en évidence des insuffisances sur le plan administratif :

- l'exploitant n'a pas procédé à la déclaration de mise en service industriel auprès de la préfecture conformément aux exigences réglementaires.
- les installations ne figurent pas dans l'application dédiée Oreol.

L'inspection a néanmoins constaté que l'exploitant a pu fournir de nombreux documents liés à la conformité des installations, cependant des documents restent à fournir

Par ailleurs :

- des anomalies de fonctionnement des systèmes de protection des chiroptères sur la majeure partie de l'année 2024 n'ont pas été signalés et restent sans explication pertinente
- l'impact sur l'environnement est constaté comme significatif au vu de la mortalité avifaune et chiroptères, relevée dans les rapports de suivis environnementaux (la mortalité totale estimée en 2023 est de 55 à 402 oiseaux et de 102 à 491 chiroptères ; en 2024, cette mortalité est de 12 à 114 oiseaux et de 59 à 260 chiroptères). De ce fait, l'inspection demande à l'exploitant la poursuite du suivi pour 2026 et des propositions d'amélioration de la situation, l'exploitant ne disposant pas de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées pour ce parc éolien.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP complémentaire du 18/08/2020, article 2 et Arrêté ministériel du 26/08/2011, article 2.2.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations concernées
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 2 : Situation de l'établissement</b>  L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2020 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes : « Les installations autorisées sont constituées de six aérogénérateurs relevant de la rubrique 2980-1 des installations classées et d'un poste de livraison ainsi localisés :

Installation	Commune lieu-dit	Parcelles	Coordonnées Lambert 93 / RGF 93		Altitude au sol (m NGF)	Altitude sommitale (m NGF)
			X (m)	Y (m)		
Éolienne E5	Nanteuil-en-Vallée	235 ZR 14	491526	6554302	151	316
Éolienne E6	Nanteuil-en-Vallée	235 ZR 13	491367	6554513	152	317
Éolienne E8	Nanteuil-en-Vallée	235 ZE 26	492074	6554464	155	320
Éolienne E9	Nanteuil-en-Vallée	235 ZA 12	491821	6554721	150	315
Éolienne E11	Nanteuil-en-Vallée	235 ZD 6	492761	6554650	153	318
Éolienne E12	Nanteuil-en-Vallée	235 ZD 3	492417	6554948	150	315
PDL	Nanteuil-en-Vallée	235 ZR 4	491198	6554168	146	149

*Arrêté ministériel du 26/08/2011, article 2.2.*

I. – Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.

II. – A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :

[...]

— la mise en service industriel des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement [...]

#### **Constats :**

— L'exploitant a indiqué n'avoir pas procédé à la déclaration de la mise en service industriel de son parc. Il a uniquement transmis à l'inspection un échange de mail avec l'exploitant du réseau (Enedis) faisant apparaître une date d'injection sur le réseau le 09/12/2022, ce qui ne constitue pas la déclaration telle que prévue à l'article 2.2.-II de l'arrêté ministériel.

— Le parc des Grands Champs ne figure pas dans l'application Oreol. L'exploitant indique avoir tenté de renseigner cette application, sans succès. L'inspection explique que celle-ci ne peut être renseignée tant que la mise en service du parc n'a pas été officiellement déclarée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant, **sous trois mois** :

- transmet les relevés géomètres attestant que les éléments de l'installation (aérogénérateurs et poste de livraison) sont installés selon les coordonnées prévues
- transmet à l'inspection la déclaration de mise en service industriel de son parc, en régularisation de la situation
- procède à la déclaration du parc dans l'application Oreol et transmet les justificatifs à l'inspection.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Préservation des enjeux environnementaux locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2020, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Chiroptères/avifaune
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un suivi de l'activité de l'avifaune doit être mis en œuvre, l'année précédant la mise en service du parc et au cours de la première année d'exploitation, lorsque des surfaces agricoles situées à moins de 150 m d'une éolienne font l'objet de pratiques agricoles telles que : moisson ou fauche, selon le dispositif suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation de l'activité en continu pendant la durée des travaux agricoles, puis pendant 6 heures après le lever du soleil, et ceux pendant trois jours (jours des travaux et les deux jours suivants),</li> <li>• Même suivi, hors des périodes susceptibles d'être concernées par des événements affectant le comportement des oiseaux (hors travaux agricoles et hors travaux de construction)</li> </ul> <p>Ce suivi doit couvrir la période du 1<sup>er</sup> avril au 15 août ; il doit couvrir les différentes phases du cycle biologique (parade nuptiale, couvaion des œufs, alimentation des jeunes et envol des jeunes). Ce suivi est imposé uniquement en présence d'opérations agricoles conformes aux règles de l'art agricole. En cas d'opérations agricoles répétées, le suivi n'est pas imposé à chaque opération agricole. Lors d'une opération agricole qui donne lieu au suivi, le suivi peut être concentré sur la partie du parc éolien située à l'abord de l'opération agricole. Le nombre de sessions de suivi ne doit pas être inférieur à six. Le choix des opérations agricoles qui donnent lieu à une session de suivi ne doit pas négliger une partie du parc éolien. Le suivi sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>I – Chiroptères</b></p> <p>Un plan de bridage des aérogénérateurs E2 et E4, permettant de réduire les risques de collision des chiroptères, est mis en place du 1<sup>er</sup> mai au 15 octobre inclus, dès la mise en service du parc, dans les conditions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— Vitesse de vent à hauteur de nacelle inférieure ou égale à 6 m/s ;</li> <li>— température à hauteur de nacelle supérieure ou égale à 7 °C ;</li> <li>— en l'absence de précipitation ;</li> </ul>

— 1/2 h avant le coucher du soleil puis pendant 5 h ; reprise du bridage 1 h avant le lever du soleil puis pendant 1h30.

Ce plan de bridage pourra être revu à la hausse ou à la baisse en fonction des résultats des suivis de la mortalité et de l'activité des chiroptères à hauteur de nacelle et après discussions/validation avec/par l'inspection des installations classées

Un suivi de l'activité des chiroptères à hauteur de nacelle sera réalisé conformément au protocole national en vigueur. Les résultats seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Afin d'éviter le risque de collision sous [es éoliennes, les portes d'entrées ne seront pas équipées d'éclairage à déclenchement automatique.

## II Oiseaux

Un suivi ornithologique sera réalisé dans l'aire d'étude immédiate du parc durant les trois années consécutives à la mise en place des éoliennes puis tous les dix ans. Un suivi ornithologique sera réalisé durant les 3 années consécutives après la mise en place des éoliennes puis tous les 10 ans : oiseaux nicheurs : suivi de la population de nicheurs dans la même zone que celle étudiée lors de l'étude d'impact en fonction du rayon d'actions des espèces à raison de 8 passages entre avril et juillet oiseaux migrateurs : suivi de la migration et du comportement face au parc à raison de 5 passages pour chaque phase de migration, soit 10 passages oiseaux hivernants : suivi de l'importance des effectifs . Les suivis porteront notamment sur l'œdicnème criard selon les modalités prévues par le pétitionnaire. Un rapport annuel sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## III Suivi de la mortalité

Un suivi de la mortalité sera réalisé durant les trois premières années de fonctionnement du parc éolien puis tous les dix ans. Ce suivi sera conforme au protocole national en vigueur. [...]

À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis :

- un fichier retraçant l'activité des machines depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2024 jusqu'au 28 octobre 2024 puis du 17 avril 2025 au 11 novembre 2025
- un mail datant du 07/05/2024, indiquant le plan de bridage avec 3 scénarios selon les saisons
- le rapport de *Suivi de mortalité de l'avifaune et des chiroptères, suivi acoustique des chiroptères en altitude et suivi de l'avifaune. Année 2023, biotope, 2 mai 2024*
- le rapport de *Suivi de mortalité de l'avifaune et des chiroptères, suivi acoustique des chiroptères en altitude. Année 2024, biotope, 21 mai 2025*

L'exploitant a précisé que la mise à jour recommandée par le bureau d'études (BE) du bridage chiroptères, a été mise en œuvre sur le parc depuis le 21 mai 2025 et que le rapport du suivi 2025 est en cours de rédaction.

## Constats et analyse

L'inspection a noté que les documents relatifs au bridage sont difficilement exploitables, du fait notamment :

- qu'il apparaît des arrêts pour toutes les machines alors que selon l'arrêté préfectoral, seules 2 éoliennes disposent de bridage.
- Sur ce point, l'exploitant indique qu'après la 1<sup>re</sup> année de fonctionnement sans bridage

(2023), il a choisi de mettre en place en 2024 un bridage sur toutes les éoliennes (E5, E6, E8, E9, E11 et E12) et non plus sur E2 et E4 (à noter que celles-ci n'existent pas suite aux modifications apportées au projet / voir point de contrôle n° 1)

- d'un nombre important de paramètres liés à des arrêts machines : Warning, Bat, Self maintenance, N/A, Power unit ok stop, présentes sur une même nuit et pour le même aérogénérateur dans certains cas (par exemple le 12/05/2025).

Sur site, l'exploitant a explicité le document et précisé que la multiplicité d'arrêts issus de cause différentes peut en effet exister du fait d'anomalies affectant l'aérogénérateur, ce qui a été le cas de E8 le 12/05/2025

- que les données liées aux arrêts sont corroborées par les faibles valeurs de production associées aux durées d'arrêt, cependant les valeurs de température ne figurent pas, ce qui rend difficile la vérification de la bonne application du bridage.

Les paramètres de bridage chiroptères mis en place par l'exploitant, selon le mail du 7 mai 2024, sont les suivants :

- du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre
- température supérieure à 15 °C
- vitesse de vent inférieure à 6 m/s
- jusqu'à 6 heures après le coucher du soleil du 1<sup>er</sup> avril au 15 mai
- jusqu'à 7 heures après le coucher du soleil du 16 mai au 31 juillet
- jusqu'à 8 heures après le coucher du soleil du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre

## Principaux constats relevés dans les rapports de suivis environnementaux 2023 et 2024

### Rapport de l'année 2023

- 20 passages de suivi comportemental de l'avifaune ont été réalisés sur la période de mars à novembre 2023
- 24 passages de suivi de mortalité ont été réalisés sur la période de suivi entre mai et octobre 2023
- le BE fait le bilan des espèces identifiées dans l'étude d'impact comme étant susceptibles d'être impactées par le parc ainsi que des espèces découvertes durant la réalisation du suivi mortalité de 2023
- **mortalité constatée** : 19 individus retrouvés morts sur le parc : 6 oiseaux et 13 chiroptères
  - x **pour les oiseaux** : 3 Martinets noirs, 2 Faucons crécerelle, 1 Bruant proyer, découvertes entre le 28 juin 2023 et le 20 septembre 2023
  - x **pour les chauves-souris** : 4 Pipistrelles commune, 3 Noctules de Leisler, 1 Pipistrelle de Nathusius, 1 Pipistrelle de Kuhl et 4 pipistrelles indéterminées
- sur l'ensemble du parc et l'ensemble du suivi, en prenant les incertitudes (IC 95), la **mortalité estimée** totale des **oiseaux** est comprise entre 55 et 402 individus (selon 3 estimations différentes)
- sur l'ensemble du parc et l'ensemble du suivi, en prenant les incertitudes (IC 95), la **mortalité estimée** totale des **chiroptères** est comprise entre 102 et 491 individus (selon 3 estimations différentes)
- malgré une activité globale des chauves souris sur le site considéré très faible au regard du référentiel Actichiro Altitude, la mortalité recensée est élevée (Grand champ fait partie des parcs les plus mortifères du référentiel Biotope 2019 pour les chiroptères)
- 3 espèces (Faucon crécerelle, Martinet noir et Bruant proyer) contactées avec notamment



le Faucon crécerelle mise en évidence pour son abondance et le bruant Proyer pour l'état de la population en fort déclin. Le BE note « mais l'évaluation du niveau de collision avait été sous-évalué dans l'étude initiale comparativement aux observations et estimations réalisées »

- l'étude avait mis en évidence une forte densité de Faucon crécerelle qui se retrouve dans la mortalité puisque 2 faucons sur les 16 observés ont été retrouvés morts. L'effectif réellement impacté pourrait être beaucoup plus important et représenter alors un danger pour la population qui pour rappel est considérée comme fortement sensible aux éoliennes

#### **Rapport de l'année 2024 :**

- la population qui pour rappel est considérée comme fortement sensible aux éoliennes
- limites du croisement des informations des suivis de mortalité et d'activité car celles-ci sont issues d'une seule éolienne (alors que le suivi de mortalité est réalisé sur l'ensemble du parc)
- 8 passages ont été effectués entre avril et juillet pour recenser les oiseaux nicheurs sur l'aire d'étude rapprochée : 4 espèces nicheuses sont certaines (Alouette des champs, Œdicnème criard, Bergeronnette printanière et Bruant proyer)
- vu les faibles temps de persistance relevés en 2023, les passages hebdomadaires ont été **doublés** afin de renforcer l'échantillonnage :
- 56 passages de suivi de mortalité et des suivis de l'activité de l'avifaune et des chiroptères, ont été réalisés du 23 avril 2024 au 1<sup>er</sup> novembre 2024 (2 passages/semaine de la S17 à la S44)
- comme en 2023, le microphone a été installé sur l'éolienne E08, en nacelle, à 108 m de hauteur
- une panne du système d'enregistrement est survenue au mois de novembre 2024 et ne permet pas de connaître l'activité sur cette période
- **mortalité constatée** : 11 individus retrouvés morts sur le parc : 3 oiseaux et 8 chiroptères
  - **pour les oiseaux** (entre le 7/7 et le 15/10/2024) : 1 Roitelet à triple bandeau, 1 Martinet noir, 1 Alouette (vraisemblablement Alouette des champs en période post reproduction)
  - **pour les chauves-souris** (entre le 27/08 et le 8/10/2024) : 2 Pipistrelles de Nathusius, 2 Noctules de Leisler, 2 Noctules commune, 1 Pipistrelle de Kuhl, 1 Pipistrelle pygmée, observées
- sur l'ensemble du parc et l'ensemble du suivi, en prenant les incertitudes (IC 95), la **mortalité estimée totale** (seule l'estimation de Huso a été retenue), est comprise :
  - entre 12 et 114 **oiseaux**. **La valeur la plus probable est de 40 individus**
  - entre 59 et 260 **chiroptères**. **La valeur la plus probable est de 142 individus**
- le bridage chiroptères prévu entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 octobre 2024, n'a été actif que du 2 au 28 octobre 2024 en raison d'un dysfonctionnement technique
- le BE estime qu'au regard des résultats bruts, il apparaît nécessaire de maintenir et d'optimiser le bridage chiroptères. Ce bridage était initialement prévu avec les paramètres suivants : Du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre 2024 – Vent : ≤ 6,2 m/s – Température : ≥ 15 °C – Toute la nuit et en l'absence de précipitations

- le suivi 2024 a permis de découvrir 8 mortalités de chiroptères, mais aucun au niveau de l'éolienne E08, alors même que celle-ci avait été retenue pour le suivi d'activité
- la probabilité de détection globale est très faible sur le parc (très faible persistance, taux d'efficacité de recherche très variables pour 2 éoliennes (E05 et E12) et faible pour 1 éolienne (E09) et faible surface prospectée) : estimations faussées, avec des intervalles de confiance très importants, comme en 2023
- sous-évaluation dans l'étude d'impact de la vulnérabilité des oiseaux au risque de collision pour le Martinet noir et le Roitelet à triple bandeau.

#### **Remarques de l'inspection**

- aucune fiche de mortalité n'avait été transmise pour l'année 2023
- le suivi 2024 a permis de découvrir 8 chiroptères, mais aucun au niveau de l'éolienne E08, ce qui traduit la nécessité d'étendre le suivi de l'activité chiroptérologique sur d'autres éoliennes car le bridage s'appuie sur une hypothèse de couverture/protection des chiroptères issue d'un unique point de mesure de leur activité à partir de la seule éolienne (E8)
- l'exploitant n'a pas mis en place de bridage la 1<sup>re</sup> année de fonctionnement du parc (2023)
- l'exploitant n'a pas mis en place en 2024 le bridage prescrit dans l'arrêté préfectoral mais un bridage basé sur des paramètres différents
- l'exploitant a visiblement rencontré des dysfonctionnements techniques et le bridage chiroptères n'a été rendu fonctionnel que sur une très courte période en 2024, à savoir entre le 2 et le 28 octobre, au lieu de la période entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 octobre 2024
- l'exploitant n'a avisé, ni au préalable ni à posteriori, l'inspection des installations classées sur les difficultés relevées ci-dessus.

L'inspection rappelle que les anomalies et difficultés de respect des conditions de l'autorisation rencontrées par l'exploitant doivent être signalées à l'inspection, conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

##### **1 – L'exploitant transmet, sous trois mois**

1.1 les fiches de déclaration d'incident année 2023 correspondant aux cas de mortalité relevés dans le rapport annuel de suivi

1.2 le rapport de suivi environnemental annuel 2025

1.3 son analyse et ses propositions de modifications du fonctionnement de son parc, sur la base du rapport annuel de suivi environnemental 2025, des suivis précédents et de tout autres informations qui pourraient s'avérer pertinentes. L'exploitant justifie à l'inspection les mesures et actions correctives proposées et se positionne quant au dépôt d'une demande de dérogation « espèces protégées ».

Le nouveau régime de fonctionnement du parc éolien sera encadré par un arrêté préfectoral

complémentaire.

## **2 – Par ailleurs, l'exploitant, sous trois mois**

2.1 propose la mise en place d'un suivi de l'activité chiroptérologique sur d'autres éoliennes que E08, afin d'améliorer la précision de la prévision de couverture potentielle par le bridage. Ce suivi de l'activité chiroptérologique doit couvrir largement la période d'activité, à minima du 1<sup>er</sup> mars au 15 décembre

2.2 poursuit le suivi environnemental sur l'année 2026 afin de disposer des enseignements sur l'efficacité du bridage chiroptères actuel. Ce suivi sera réalisé sur la base suivante :

- utilisation préférentielle de pièges caméra pour réaliser le test de persistance plutôt que des visites terrain ; ces visites de terrain, ni assez nombreuses ni assez régulières, ne permettent pas d'évaluer précisément la date de disparition du cadavre
- si le test de persistance devait être réalisé à partir de visites terrain, alors l'instant de la disparition du cadavre doit être évalué en retenant la date médiane entre la dernière date d'observation et la première date de disparition
- utilisation préférentielle du logiciel GenEst (gratuit et produit par US Geological Survey, USA) pour l'estimation de la mortalité sur le parc éolien (à comparer avec celle résultant de l'utilisation des formules)
- analyse de la vulnérabilité du Martinet noir, du Roitelet à triple bandeau et de la Pipistrelle Pygmée au risque de collision, et proposera des mesures de réduction adaptées
- mise en place du bridage chiroptères à compter du 15 mars et jusqu'au 15 novembre
- mise en place d'une surveillance du bon fonctionnement du système de bridage pour les chiroptères, fixant les dispositions prises en cas de constat de dérive ou de non-fonctionnement du-dit système, de façon à éviter que la situation constatée en 2024 (non fonctionnement d'avril à octobre) ne se reproduise.

2.3 fait apparaître dans le rapport de suivi environnemental 2025 :

- le taux de couverture de l'activité chiroptères, associé au seuil de température calculé par mois et non de façon globale, le seuil choisi de 15 °C ne correspondant pas aux températures des nuits au printemps et en automne
- la justification que le seuil de 15 °C retenu pour le critère de température est une valeur conservatrice suffisante pour permettre d'atteindre une mortalité nulle, telle que prévue par la réglementation
- l'analyse par espèce, du nombre de mortalités non-évitées, lié au taux de couverture du bridage
- une évaluation de l'efficacité du critère pluie pour éviter les mortalités des chauves-souris, de façon à permettre de déterminer la plus-value de prise en compte de ce critère.

2.4 propose, **sous 3 mois**, des mesures de compensation des pertes de spécimens des différentes espèces de chiroptères et d'oiseaux.

L'exploitant dispose de l'ensemble des justificatifs associés aux mesures mises en place ou prévues.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Protection du paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2020, article 6-IV
<b>Thème(s) :</b> Autre, Préservation des enjeux environnementaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les postes de livraison sont dans les tons verts en cohérence avec l'habillage de haies prévu. L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré. Les feux de balisage des éoliennes sont synchronisés. Dans les douze mois après la mise en service du parc, l'exploitant sollicite les riverains, recense leurs demandes concernant l'implantation de haies afin de réduire les visibilitées vers le parc éolien et planifie la mise en œuvre des travaux d'implantation sur les parcelles des demandeurs. Cette mesure est à destination des propriétaires de biens immobiliers dont les trois conditions sont simultanément réunies : <ul style="list-style-type: none"><li>• Occupés ou habités, existant à la date de signature du présent acte,</li><li>• Dont les façades des habitations sont exposées à des vues partielles directes vers le parc éolien,</li><li>• Situés dans les hameaux ou bourgs localisés à moins de 1 500 m d'un des mâts du parc éolien.</li></ul> Cette mesure est mise en œuvre par un organisme local spécialisé. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dès réalisation de la mesure, une synthèse des travaux de plantation effectuées. Il signale et justifie également les éventuelles demandes des propriétaires qu'il n'a pas pris en compte.
<b>Constats :</b>  Aucun document n'a été fourni pour démontrer le respect de cet article. En séance, l'exploitant indique que le poste respecte les critères de l'article, ce qui a été vérifié sur place par l'inspection. S'agissant des haies à planter, le recensement doit être réalisé en janvier 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet, <b>sous trois mois</b> , et après consultation des riverains, le document descriptif des mesures prévues pour réduire les visibilitées vers le parc éolien, en particulier les zones d'implantation de haies, la nature des travaux prévus et le calendrier associé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2020, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 10 – Auto-surveillance Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service en totalité de l'installation par un organisme où une personne qualifié. Ce contrôle est effectué selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur ou à défaut selon les dispositions de la norme NF S 31-114 dans sa version de juillet 2011. Ce contrôle est réalisé indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations pourra demander.
<b>Constats :</b>  Le rapport de la société Gantha, groupe Artelia, daté du 12/07/2023, indique que les niveaux sonores admissibles, 70 dB(A) en période diurne et 60 dB(A) en période nocturne, sont respectés en limite de propriété quelles que soient les conditions de fonctionnement du parc. Aucun dépassement des valeurs des émergences n'est observé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Dispositions constructives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> Sur site, il a été constaté que les voies d'accès aux éoliennes sont carrossables, malgré la pluviométrie de la période et permettent l'intervention des services d'incendie et de secours. Par ailleurs, les accès sont entretenus et les abords de l'installation sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositions constructives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industriel de l'installation. En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis la déclaration CE attestant de la conformité aux normes, dont celle citée dans l'article 8 de l'arrêté ministériel. Cette attestation est établie par le constructeur Vesta pour sa gamme d'aérogénérateurs (dont le modèle Vesta V110 installé). Il s'agit d'un document constituant une auto-certification de la part du constructeur. En revanche, l'exploitant n'a pas fourni de rapport de contrôle d'un organisme compétent pour attester de la conformité de chaque aérogénérateur avant la mise en service industriel de l'installation. L'exploitant a transmis le rapport final établi par le bureau de contrôle Veritas en date du 01/06/2022 portant sur le contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation. Ce rapport sans observations n'appelle pas de remarque de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet, <b>sous trois mois</b> , un rapport de contrôle d'un organisme compétent pour attester de la conformité de chaque aérogénérateur avant la mise en service industriel de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à la terre
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industriel. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— un document rédigé en anglais par le constructeur Vesta intitulé <i>Protection contre la foudre et compatibilité électromagnétique</i> et daté du 10 janvier 2019. Ce document décrit la conception du système de protection contre la foudre et la protection contre les effets environnementaux électromagnétiques indésirables. Ce document n'est pas le rapport de conformité de mise à la terre de l'installation.</li><li>— un certificat rédigé en anglais par l'organisme DNV-GL attestant de la conformité à la norme IEC 61-400-22 des machines de la gamme VESTAS V110. Ce document n'est pas le rapport de conformité de mise à la terre de l'installation. En effet, il s'appuie sur la norme CEI 61400-22 qui définit les règles et procédures dédiées dans le cadre du système de certification, de l'évaluation de la conformité d'une éolienne ou de parcs éoliens.</li></ul> <p>Par ailleurs, il convient de rappeler à l'exploitant que selon l'article 2.3 – I de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 :</p> <p>« – L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée.</p> <p>Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel.</p> <p>Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française.</p> <p><b>Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022. »</b></p>

<b>Demandes à l'exploitant :</b>
L'exploitant transmet, sous trois mois, un rapport de contrôle attestant de la conformité de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industriel. Ce rapport est établi par un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Ce rapport est rédigé en version française conformément aux dispositions de l'article 2.3 -- I de l'arrêté du 26/08/2011.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique.  Pour satisfaire au 1er alinéa :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;</li> <li>— pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.</li> </ul> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industriel des aérogénérateurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de vérification des installations électriques au titre du code du travail établis par le bureau de contrôle Dekra durant le mois d'octobre 2022 au titre de la vérification initiale pour chaque aérogénérateur.  Aucun rapport portant sur le poste de livraison antérieurement à la mise en service industriel n'a été fourni. Les 2 rapports relatifs à ce poste datent du 11/12/2023 et du 03/12/2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet, <b>sous trois mois</b>, le rapport portant sur le poste de livraison avec une vérification antérieure à la mise en service industriel du parc.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



## N° 9 : Balisage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté du 23 avril 2018, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Balisage
<b>Prescription contrôlée :</b>  1° Les feux utilisés pour la réalisation d'un balisage au titre du présent arrêté font l'objet d'un certificat de conformité de type délivré par le service technique de l'aviation civile, à moins que la conformité de leurs performances ne soit démontrée par un organisme détenteur d'une accréditation NF EN ISO/CEI 17025 pour la réalisation d'essais de colorimétrie et de photométrie. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis 2 documents rédigés en langue anglaise : — le premier, établi par Vesta, <i>General Specification Aviation obstruction light Tower ORGA MLC400 1x3x32cd</i> , indique en page 9/9 que ce document est établi conformément à la norme de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale) — le second, établi par la société Orga, correspond à la fiche technique de ce fabricant concernant les différents matériels composant le système de feux de balisage de jour et de nuit.  Les documents transmis ne correspondent pas à ceux nécessaires pour justifier de la conformité du matériel de balisage.  Par ailleurs, il convient de rappeler à l'exploitant que selon l'article 2.3 – I de l'arrêté ministériel du 26/08/2011, « – L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée. »
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifie, <b>sous trois mois</b> , de la conformité du balisage du parc éolien, conformément à la réglementation. À défaut, l'exploitant fournit les éléments permettant de justifier par équivalence que les documents produits sont acceptables. Le document est établi en version française conformément aux dispositions de l'article 2.3 – I de l'arrêté du 26/08/2011.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Essais sur chaque aérogénérateur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Essais sur chaque aérogénérateur
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Avant toute mise en service industriel, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— un arrêt ;</li><li>— un arrêt d'urgence ;</li><li>— un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.</li></ul> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>L'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>— le document (1 par aérogénérateur) en langue anglaise, <i>Start-up procedure</i>, correspondant aux procédures de démarrage établies par le constructeur Vestas. Ce document retrace les diverses opérations de contrôle avant mise en service, effectuées sur les éoliennes en octobre 2022. Les rapports de vérification de sécurité, incluant les systèmes de mise à l'arrêt, ont été établis par le constructeur Vestas en mai 2025 et intègrent les prescriptions de l'arrêté du 26/08/2011</li><li>— les rapports de vérification périodique des installations électriques pour chaque aérogénérateur, établis par le bureau de contrôle Socotec pour 2023, 2024 et 2025</li><li>— les rapports de vérification périodique portant sur le poste de livraison établis par Socotec pour 2023 et 2024.</li></ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>Les documents procédures de démarrage font ressortir que les tests de survitesse n'ont pas été effectués. L'exploitant indique avoir déjà signalé ce sujet au constructeur Vestas, qui a d'abord répondu pouvoir se dispenser de ce contrôle. Le constructeur a finalement indiqué à l'exploitant prévoir de réaliser ces contrôles suite à pareilles demandes formulées par l'inspection des installations classées sur d'autres parcs.</p> <p>Les rapports de vérification des installations électriques ne font état d'aucune observation, cependant ils ne portent que sur la basse tension, le rapport mentionnant diverses limites à la prestation, consistant en l'absence de vérification pour des raisons d'exploitation et indiquant devoir se reporter au constructeur VESTAS en ce qui concerne les cellules HT (vérification visuelle externe sans test de coupure), du caractère inaccessible sans consignation de l'éolienne s'agissant du transformateur HT/BT, du caractère inaccessible de l'éclairage sans démontage.</p> <p>Dans ces conditions, la conclusion que « [c]e rapport ne comporte aucune observation concernant les installations Haute Tension » paraît inexact.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, <b>sous trois mois</b>,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de réaliser l'ensemble des tests des systèmes de sécurité. Pour les tests de ces systèmes depuis un régime de survitesse des machines, et préalablement à leur réalisation, <b>l'exploitant communique à l'inspection, au moins dix jours avant la date prévue, le protocole et la date de réalisation de ces essais</b></li> <li>d'adresser le compte-rendu de ces tests à l'inspection ainsi que le rapport de vérification du poste de livraison pour l'année 2025</li> <li>de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réaliser les vérifications périodiques complètes de l'ensemble des installations électriques des éoliennes et du poste de livraison, y compris la partie haute tension. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de vérification électrique réalisé en 2025 portant sur le poste de livraison.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 11 : Contrôle des fixations et pales – Manuel/liste des équipements de sécurité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des assemblages mécaniques et pales – Manuel/liste des équipements de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industriel, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>

**Constats :**

L'exploitant a transmis :

- les comptes rendus de vérification/inspection des brides et pales pour 2023, 2024, pour l'ensemble du parc éolien
- les rapports de vérification de sécurité, intégrant les systèmes de mise à l'arrêt, rapports réalisés par le constructeur Vestas en mai et juin 2025, en lien avec les prescriptions de l'arrêté du 26/08/2011
- la liste des systèmes de sécurité et de détection d'anomalies ou d'avaries et les fréquences de contrôle et de maintenance, liste établie par Vestas répondant à la prescription.

Les comptes rendus de Vestas de vérification/inspection des brides et pales ne font pas ressortir d'anomalies particulières.

Lors de l'inspection, il a pu être observé au niveau des brides de jonction des divers éléments (mat, nacelle,...) la présence des repères de vérification réalisés avec un système de couleur lié à la date de vérification.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Risque incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

**Constats :**

Sur place, par sondage, lors de la montée en nacelle de l'aérogénérateur E8, il a été constaté la présence de deux extincteurs appropriés aux risques, l'un placé en nacelle et l'autre au pied à l'intérieur de l'aérogénérateur, positionnés de façon bien visible et facilement accessibles

À noter cependant que la date indiquée ne permet pas de connaître avec précision le jour de la vérification, car seuls le mois et l'année sont mentionnés sur les extincteurs (exemple 12/2024) . Ceci s'avère être insuffisamment précis puisque, à la date de l'inspection, la périodicité d'1 an pour la vérification peut avoir été dépassée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, lors de la vérification des extincteurs, de préciser la date complète sur les appareils.

**Type de suites proposées :** Sans suite